

*Le Président de la
Collectivité territoriale de Guyane*

Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Objet : Crise socioéconomique en Guyane et Pacte d'avenir

Monsieur le Président de la République,

Jeudi 16 mars, nous nous sommes entretenus par téléphone, afin de convenir ensemble de réponses de court terme à apporter aux socioprofessionnels guyanais dans le cadre du mouvement de protestation initié à l'occasion du déplacement en Guyane de la Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, Madame Ségolène Royal.

De cet entretien téléphonique, il est ressorti un certain nombre de propositions ayant pour objectif de permettre à la Guyane de disposer de nouvelles ressources, et à la CTG, de bénéficier d'une hausse de ses recettes (dotations exceptionnelles) accompagnée d'une diminution des ses dépenses (moratoire sur le remboursement à la CNAF de dépenses liées au versement du RSA), qui lui garantissent de pouvoir présenter un budget à l'équilibre, tout en engageant les opérations prévues au titre de la Programmation pluriannuelle d'Investissements.

S'il va de soi que ces avancées notables doivent être saluées en ce qu'elles permettront à la CTG de relancer la commande publique, et de réamorcer une dynamique positive en termes d'activité économique et d'emploi, il n'en reste pas moins vrai qu'elles restent très en deçà de ce dont la Guyane a besoin pour sortir de cette spirale négative dans laquelle elle se trouve actuellement.

J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de vous sensibiliser sur les priorités auxquelles il devient absolument vital d'envoyer un signal fort, sous peine de voir le territoire sombrer dans une crise socioéconomique sans précédent, qu'il s'agisse de la santé, de la sécurité, du logement, de l'éducation, ou encore des infrastructures routières. Ces points sont cruciaux car ils sont la condition de possibilité d'une société qui fonctionne, d'une commande publique suffisante pour

permettre aux entreprises de prospérer et d'embaucher, et d'un espoir de notre population en un avenir meilleur.

Je ne doute pas que vous ayez été informé des mouvements sociaux qui se déroulent actuellement et qui prennent de plus en plus d'ampleur. Au moment-même où je vous écris, un collectif a mis en place un barrage au niveau de l'entrée du Centre spatial guyanais, destiné à empêcher le prochain tir de la fusée Ariane, ce qui préfigure d'un durcissement du mouvement et d'un possible blocage du territoire dans les heures ou les jours qui viennent.

Je vous demande donc solennellement à nouveau de reconsidérer le document émanant du Séminaire des élus de Guyane du 12 septembre 2016, qui visait à récapituler l'ensemble des mesures d'urgence inhérentes à la démarche que vous aviez vous-même appelée de vos vœux lors de votre déplacement en Guyane, à savoir la mise en place d'un plan ambitieux de relance économique, pour un territoire dont vous aviez constaté par vous-même les incommensurables retards dans tous les domaines.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de ma très haute considération.



Rodolphe ALEXANDRE
Collectivité
Territoriale
de Guyane